



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520, Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 12/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Nexstone (Carrière de Saint-Pons-de-Thomières)**

RN 112

lieu-dit Bégot

34220 Saint-Pons-De-Thomières

Références : UD34/2025/H3/MJ/124  
Code AIOT : 0006601246

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement Nexstone (Carrière de Saint-Pons-de-Thomières) implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 14 octobre 2025 s'inscrit dans le programme d'inspection établi pour l'année 2025. Cette inspection a également été l'occasion de procéder au récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Nexstone (Carrière de Saint-Pons-de-Thomières)

- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nexstone exploite sur la carrière de Saint-Pons-de-Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.

L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Le site accueille également des installations de traitement pour ces matériaux, ainsi qu'une centrale à béton relevant du régime de la déclaration.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.3	Demande d'action corrective	30 jours
2	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 9.1.4	Demande d'action corrective	30 jours
3	Prévention de la pollution des eaux superficielles	AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 2	Astreinte	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le non-respect de certaines dispositions inscrites dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2025 a été constaté par l'inspecteur de l'environnement lors de cette inspection. Ce non-respect porte sur le non achèvement de mesures de protection des ruisseaux longeant le site dans les délais impartis dans l'arrêté préfectoral susvisé.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitations des émissions de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Chapitre 8.3 - Pollution de l'air</u> L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes permanentes d'accès aux diverses activités font l'objet, en tant que de besoin, de

<p>nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières lors du passage des véhicules, notamment par temps sec et venté.</p> <p>Ces pistes sont empierrées, régulièrement entretenues et maintenues en bon état [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas de moyens permettant l'arrosage des pistes empruntées par les engins de chantier.</p> <p>Cette situation de carence, due à une panne, altérerait fortement les conditions de circulation des engins de chantier et était à l'origine d'un nuage visible de poussières recouvrant le site de la carrière.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place toutes les mesures qu'il jugera nécessaire pour éviter que ne se reproduise ce type de situation avec une absence totale d'opérations d'entretien et d'arrosage des pistes, opérations destinées à limiter les émissions de poussières dues au transport des matériaux.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un document regroupant l'ensemble des mesures mises en place pour respecter ces objectifs de limitation des émissions de poussières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

## N° 2 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 9.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 9.1.4 - Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre</u></p> <p>Chaque engin intervenant sur le site est équipé d'un extincteur portatif d'une capacité minimale de 3 kg agréé pour les feux d'hydrocarbures.</p> <p>Un plan du site et des moyens d'intervention disponibles est transmis au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>Une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> est mise en place sur le site et rendue utilisable à tout moment par les services d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan du site et des moyens d'intervention disponibles n'ont pas été transmis au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir le plan du site avec les moyens d'intervention disponibles et</p>

de le transmettre au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.  
Un justificatif de cet envoi sera transmis au service d'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 3 : Prévention de la pollution des eaux superficielles**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/03/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Protection des eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Article 2 : Modalités et délais de mise en œuvre

En vue de répondre à l'objectif de l'article 1<sup>er</sup>, la société CMSE met en œuvre le plan d'actions relatif à la **zone basse de la carrière** et des installations de traitement et de transit de matériaux, transmis à l'inspection en date du 12 mars 2025, dans le respect des échéances mentionnées.  
L'exploitant réalise la surveillance et l'entretien des aménagements réalisés de façon à assurer le maintien de leur efficacité [...]

**Constats :**

Sur la partie basse de la carrière, 2 actions correctives sont en cours de réalisation :

- Action corrective A1 : l'action corrective impose le déplacement total du stock de matériaux 0/2 Quartzite qui est situé à proximité immédiate du ruisseau Condades,
- Action corrective A3 : l'action corrective impose le curage du fossé et la mise en place de 3 bassins de décantation avant rejet dans le ruisseau.

Au jour de l'inspection :

- Action A1 : le stock de matériaux 0/2 Quartzite était évacué pour près des 2/3,
- Action A3 : le fossé n'était pas curé de façon satisfaisante et les 3 bassins n'étaient pas en place pour assurer une décantation efficace des matières en suspension.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'achever les actions correctives définies dans les plans d'actions qu'il a établi suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 mars 2025 et d'en informer l'inspecteur de l'environnement en lui apportant tous les justificatifs liés à la bonne réalisation de ces mesures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte

**Proposition de délais :** 30 jours